

L'emploi, un enjeu crucial du scrutin

Le premier scrutin post-Covid va placer la reprise économique et la lutte contre le chômage au cœur des débats.

DAVID CHARPENTIER

ALORS QUE LE PAYS se déconfinement lentement, le gouvernement lève petit à petit les dispositifs d'aide et compte sur la reprise pour tourner la page de l'épidémie qui a mis tous les secteurs à l'arrêt. Compétences en matière de développement économique, de formation et d'apprentissage, les régions seront en première ligne pour entreprendre le redémarrage. Le baromètre Compétences et Territoires d'Adecco Analytics, filiale spécialisée dans l'analyse des données de l'emploi, le confirme : les volumes d'offres d'emploi au premier trimestre 2021 n'ont jamais été aussi élevés depuis deux ans.

Le spécialiste du marché du travail a passé au crible toutes

les annonces concernant 2 800 métiers. Résultat : près de 2,3 millions d'offres ont été publiées. Un bond de 6 % par rapport à 2020, mais, surtout, 16 % comparé à 2019, dernière année pleine de référence en matière d'activité économique.

Les grandes villes à la traîne

« Ce sont des perspectives très encourageantes », analyse Alexandre Viros, président France de The Adecco Group. Toutes les activités repartent, et pas seulement celles impactées par la crise. »

Si, en volume, le trio composé de Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine se détache, deux régions affichent un dynamisme au-dessus de la moyenne :

les Hauts-de-France et la Bretagne, avec respectivement une hausse de 20 et 21 % des offres. Ces territoires surfient sur la vitalité des secteurs de la construction et de l'industrie agroalimentaire. A contrario, les grosses agglomérations comme Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux vont connaître une reprise plus faible.

« Dans notre baromètre, une autre forte tendance apparaît concernant les profils recherchés, note Alexandre Viros. Les employeurs se concentrent moins sur le diplôme que sur les capacités du salarié à acquiescer et mettre en œuvre des savoirs. Le marché de l'emploi est moins prisonnier du CV qu'avant. C'est un changement important, porteur d'espoir et de dynamique. »

Des dynamiques différentes

Carte des volumes d'offres par région

- Plus de 200 000
- Entre 150 000 et 200 000
- Moins de 150 000

➕8 Tendence Evolution sur l'année écoulée (en %)

Le top 10 des métiers qui recrutent

Rang	Métiers	Offres au 1 ^{er} trim. 2021
1	Garde d'enfant	35 021
2	Agent immobilier	33 056
3	Technicien de maintenance	27 806
4	Comptable	26 864
5	Infirmier	24 924
6	Cariste	19 879
7	Agent d'entretien	19 012
8	Responsable paie et admin. du personnel	18 985
9	Aide-soignant	18 586
10	Ingénieur commercial	18 237



HAUTS-DE-FRANCE | Le textile a de nouveau une carte à jouer

JEANNE MAGNIEN, CORRESPONDANTE AHAZEBROUCK (NORD)

DANS LES ATELIERS de Lener Cordier, à Hazebrouck (Nord), les nouvelles machines à coudre sont déjà là. Mais la plupart attendent encore les couturiers qui les feront ronronner. « Avant, il y avait du monde partout ici », décrit Malika Benaïssa, en désignant les vastes parties de l'usine qui ne servent plus qu'au stockage.

Entrée en 1990 au sein de l'entreprise, elle en a connu des fortunes diverses. « Il y a eu les années de pleine effervescence et les vagues de départs. Aujourd'hui, ça repart vraiment, avec de belles commandes qui arrivent, des projets... mais il va falloir que tout le monde soit prêt rapidement si on veut suivre le rythme », s'inquiète la cheffe d'atelier.

Tout le monde veut du made in France

« Tout le monde », ce sont notamment les nouvelles recrues. Après des années d'amaigrissement continu, l'effectif français de l'entrepr-

se familiale - 335 salariés, 16 millions d'euros (MC) de chiffre d'affaires (CA) en 2020 -, spécialisée depuis bientôt soixante-dix ans dans la confection de prêt-à-porter et, surtout, de manteaux, reprend du poil de la bête. Portée par une demande en forte hausse, la PME investit et recrute, avec le soutien du plan de relance.

Lener Cordier, qui fabrique pour ses propres marques comme pour le compte d'enseignes haut de gamme, a vu son carnet de commandes se remplir ces derniers mois, de plus en plus d'acteurs voulant proposer des produits fabriqués en France. Un effet secondaire inattendu du Covid, décrit Frédéric Lener, le dirigeant.

« Face à la mondialisation, nous avons dû transférer notre production en Ukraine, où nous avons 250 salariés depuis 2004. Mais la partie conception est toujours restée en France, de même

qu'un petit atelier de prototype, qui emploie une vingtaine de personnes quand, dans les années 1980, nous avions 150 ouvriers à Hazebrouck. Je ne sais pas si nous retrouverons un jour ces niveaux-là, mais il est certain que, avec le Covid, le regard porté sur le made in France a changé. Nous voulons capitaliser sur le savoir-

faire que nous avons pu sauvegarder pour le redéployer. » La PME ambitionne donc de remonter un véritable atelier de production en France pour fabriquer de petites séries à forte valeur ajoutée.

Reste à trouver les talents. C'est déjà non sans mal que sept personnes ont été recrutées ces derniers mois. « Avec les délocalisations, on a perdu une génération en termes de compétences. On a tellement entendu, depuis des années, que la filière textile allait mourir que les gens se sont détournés de nos métiers. Mais la crise du Covid les a

« Les gens se sont détournés de nos métiers. Mais la crise du Covid les a remis en lumière »

FREDERIC LENER, PDG DE LENER CORDIER



Hazebrouck (Nord). le 21 mai. L'entreprise Lener Cordier a décidé de relocaliser une partie de sa production et de former en interne ses nouveaux employés.

remis en lumière et les a rendus à nouveau désirables », se félicite Frédéric Lener, avant de tempérer : « Il faut au moins deux ans pour amener des gens motivés au niveau d'excellence que nous visons. Or, c'est aujourd'hui que nous avons une carte à jouer. »

Des masques aux jeans

Difficile pourtant de capter les personnes qualifiées, quand toute la filière régionale cherche à se relancer. À l'instar du géant Fashion Cube (1,5 milliard d'euros de CA), qui rassemble des marques comme Pimkie, Jules ou Btzzbee et compte passer de la distribution à la production made in France en investissant 3,5 M€ dans une usine à Neuville-en-Ferrain, près de Lille.

Une centaine de salariés travailleront à terme sur le site, qui produira, dès la fin de l'année, 400 000 jeans par an. « Nous comptons démontrer qu'il est possible de produire en France des volumes conséquents, accessibles à tous. Mais nous avons besoin de main-d'œuvre. La crise du Covid a fait émerger dans la région, autour des masques, des ateliers solidaires qui ont commencé à former un certain nombre de personnes. C'est un vivier intéressant, mais il faudra rapidement

dynamiser l'offre de formation à ces métiers dans la région, où l'on sent une vraie demande », assure Christian Kinnen, qui porte le projet de relocalisation à Fashion Cube.

De son côté, Lener Cordier a signé un partenariat avec Pôle emploi pour former huit chômeurs de longue durée. Dès septembre, ils seront chapeautés par Nathalie Decoopman, une couturière qui a fait ses débuts il y a trente-six ans chez Lener Cordier, avant d'être licenciée il y a quatre ans, et qui vient de reprendre du service chez son premier employeur... Un signe que le vent tourne.

BRETAGNE | L'agroalimentaire manque de bras

SOLENNE DUROX,
CORRESPONDANTE AU PERTRE
(ILLE-ET-VILAINE)

UN PEU DE CRÈME à la moutarde ancienne sur un miniblini, le tout enroulé d'une bande de saumon fumé. Sur cette ligne de production de Primel Traitteur, une usine de fabrication de pièces de cocktail surgelées haut de gamme installée au Pertre, en

41%
des emplois
industriels en
France relèvent
de ce secteur

Ille-et-Vilaine, chaque bouchée est confectionnée à la main. Denise est chargée d'ajouter délicatement la dernière touche : quelques œufs de truite. Cette ancienne assistante maternelle de 56 ans a été embauchée il y a cinq ans. « Je m'étais dit que je ne travaillerais jamais en usine car je pensais que ce serait dur et trop physique, mais en fait, non », explique-t-elle.

Denise est chargée d'ajouter délicatement la dernière touche : quelques œufs de truite. Cette ancienne assistante maternelle de 56 ans a été embauchée il y a cinq ans. « Je m'étais dit que je ne travaillerais jamais en usine car je pensais que ce serait dur et trop physique, mais en fait, non », explique-t-elle. Responsable R&D, Mickaël Tanguy sourit. Lui non plus n'imaginait pas, il y a encore quelques années, évoluer

dans le monde de l'industrie agroalimentaire. Cet ancien chef tenait un restaurant étoilé sur la Côte de Granit rose, jusqu'à ce que le groupe familial Sill, qui détient Primel Traitteur, réussisse à le recruter. Il prend aujourd'hui beaucoup de plaisir à revisiter la cuisine en miniature pour le compte de grandes marques telles que Picard, Thiriez ou Toupargel.

Avis aux amoureux de la campagne

Plebiscité pendant le confinement, le surgelé ne connaît pas la crise. Primel Traitteur prévoit d'ailleurs de quasiment doubler son chiffre d'affaires d'ici quatre ans. Il cherche à recruter 30 opérateurs de production en CDI, un directeur de maintenance et un cuisinier R&D. Mais ce n'est pas une mince affaire, surtout au Pertre, un petit village rural à vingt-cinq minutes de la première ville, Vitré. « Il faut une voiture pour se déplacer. Sans compter que le bassin d'emploi de Vitré est déjà très saturé, car le taux de chômage y est bas », remarque Gurvan Falc'hun, le directeur général.

Afin d'attirer des candidats, l'entreprise a pourtant mis en place des primes et augmenté les salaires de presque 200 € de plus que le minimum légal. En Bretagne, le secteur de l'agroalimentaire, à l'instar du BTP, génère énormément d'offres d'emploi qui ne trouvent malheureusement pas toujours preneurs.

Du côté de la Cooperl, il y a 80 annonces en ligne en permanence, dans les métiers de production comme les fonctions support. « Dans nos milieux ruraux, il n'y a pas forcément toutes les compétences. On est obligé d'aller recruter dans d'autres régions », souligne François Thébaud, le DRH de la coopérative agricole et agroalimentaire.

Encore trop d'idées reçues

Ne parvenant pas à recruter du personnel qualifié dans certains métiers, la Cooperl a créé il y a trois ans sa propre école pour former des adultes en maintenance industrielle et vient d'ouvrir pour les étudiants une formation BTS en alternance dans un lycée de Lamballe (Côtes-d'Armor). « Avant, les jeunes devaient aller jusqu'à Rennes ou Nantes pour se former. On leur offre une solution en local », indique François Thébaud.

Avec 1 455 établissements et 58 286 salariés (soit 41 % des emplois industriels sur le territoire), le secteur de l'agroalimentaire doit relever le défi du renouvellement des générations. Problème : il souffre toujours d'un déficit d'image. « Il y a pas mal d'idées reçues sur lesquelles nous voulons travailler, note Jean-Bernard Guyot, de l'Association bretonne des entreprises agroalimentaires (ABEA). On pense souvent que ce sont des métiers pénibles. Or, les usines se modernisent et font énormément de travail sur l'ergonomie et la polyvalence des postes. Il y a des univers très variés. On ne travaille pas forcément dans le froid. »



GRAND PARIS

Des formations pour alimenter le chantier du siècle

TOUTES LES RÉGIONS n'ont pas l'occasion d'avoir le plus grand chantier d'Europe sur leur sol. En Île-de-France, le quotidien des riverains et des entreprises du bâtiment et des travaux

publics (BTP) se partage entre les chantiers titanesques du Grand Paris et ceux liés à l'organisation des Jeux olympiques en 2024. Un chantier qui provoque des tensions inévitables dans les métiers du secteur du BTP. En charge de la réalisation de la partie sud (13 km entre Orly et la station François-Mitterrand) de la ligne 14 du métro, la société ETF s'est retrouvée en difficulté au moment de recruter

suffisamment de poseurs de voies et conducteurs d'engin. « C'était un vrai challenge et il fallait y répondre rapidement sachant que, en règle générale, sur les chantiers on a plus d'offres que de candidats », se souvient Nicolas Kaeser, directeur grands projets d'ETF.

Réinsertion

Cette filiale de Vinci spécialisée dans le ferroviaire s'est donc tournée vers

Adecco, sachant qu'aucune filière de formation ne proposait de cursus dans ces métiers en tension. « L'objectif partagé était un engagement professionnel et sociétal : créer une compétence et l'ouvrir à des personnes du cru éligibles à l'insertion », résume Nicolas Kaeser. Adecco a identifié les populations susceptibles d'être intéressées par une formation diplômante, à l'instar des chômeurs longue

durée, sans diplôme ou percevant les minima sociaux. « Le recrutement d'une cinquantaine de personnes s'est déroulé sans CV en se projetant sur les aptitudes et les envies de chacun », indique Celeste Faivre, directrice d'agence chez Adecco Hub Solutions BTP Paris. Une fois leur formation validée et les chantiers du Grand Paris achevés, ces diplômés pourront valoriser leur parcours. **D.C.**